

# Algérie | Naissance d'une stratégie industrielle en Algérie



**La première promotion d'une formation de 3<sup>e</sup> cycle en IE, créée dans une université algérienne, vient de se terminer. L'occasion pour Francis Moaty<sup>(1)</sup> de revenir sur les débuts de l'IE en Algérie**

**D**écembre 2006. Le Premier Ministre de l'époque, Abdelaziz Belkhadem, dans un communiqué du conseil de gouvernement annonce que l'Etat est conscient de ce besoin d'une véritable politique d'IE pour contribuer au développement industriel du pays. Dans sa politique de relance et de développement industriels, « *L'intelligence économique [doit représenter] un volet important de la stratégie nationale industrielle et viser la réalisation de quatre objectifs majeurs : la diffusion d'une culture de l'intelligence économique en faveur d'une évolution des comportements individuels et collectifs des acteurs économiques publics et privés, dans une vision collective et pluridisciplinaire, la création d'une synergie public-privé et le développement d'une perception nouvelle de leurs relations basées sur la confiance mutuelle, indispensable à l'essor de l'industrie nationale, la garantie de la sécurité du patrimoine technologique et industriel national par la mise en place des dispositifs de veille capables de faire face aux enjeux de l'ouverture du marché national à la concurrence en décourageant les pratiques déloyales des concurrents, et enfin le*

*développement de la fonction prospective par la mise en système des institutions publiques, des entreprises, des universités, des centres de recherche et des acteurs économiques, à l'effet de cerner les évolutions et de déceler les actions stratégiques à entreprendre sur le moyen et le long terme pour l'industrie nationale.* » Cette déclaration fit couler beaucoup d'encre. Elle fut suivie d'effet en mars 2008 lorsque Monsieur Temmar, ministre de l'Industrie et de la Promotion des Investissements (MIPI), décida d'y créer une nouvelle Direction en charge de l'IE études et de la prospective (DGIEEP). S'agit-il du démarrage d'une véritable politique d'IE ? Nous pouvons l'espérer car les premières décisions concernent deux éléments forts d'une telle politique : la formation et la construction de bases d'information concernant les données du secteur privé. En effet, si les données économiques et statistiques du secteur public sont bien maîtrisées, celles du secteur privé, et de ses filières industrielles, font encore partie des informations hypothétiques et on ignore beaucoup sur le potentiel réel du secteur privé,

ce qui est bien gênant dans le cadre d'une politique libérale de développement industriel. Ce recensement aurait donc commencé. Quant à la formation, objectif prioritaire, des réponses importantes sont actuellement en préparation<sup>(2)</sup>.

## Premiers pas

On le voit, les conditions sont désormais favorables à cette prise de conscience attendue depuis les années 2002-2003 et singulièrement depuis les premiers colloques que nous organisâmes dès 2005 à Alger. Les colloques « *Intelligence économique, outil de management et d'action publique* », IEMA I, II et III en 2005, 2006 et 2007, nous permirent de nouer les premiers contacts avec des acteurs du public et du privé. Dès 2005, nous nous sommes rendu compte que si les participants, responsables d'entreprises, universitaires, cadres administratifs, avaient déjà une bonne idée de la veille stratégique, ils se méfiaient de l'intelligence économique tout en reconnaissant, en revanche, son intérêt dans le cadre d'une modernisation des méthodes

de management, du travail « *collaboratif* » et des questions défensives touchant propriété industrielle et gestion de crise. La fonction influence était moins bien perçue. Trois grands sujets dignes d'intérêt pour l'Algérie furent développés : l'ouverture à l'économie de marché, l'ouverture internationale et l'entrée dans la mondialisation, et enfin l'IE comme outil de la politique d'industrialisation du pays. Une question revenait régulièrement : « *L'IE n'est-elle pas un "luxe" pour les pays émergents ? Peut-elle contribuer à la croissance d'un pays en transition comme l'est l'Algérie ?* » Nous avons montré que ce serait une erreur de ne pas le croire car, plus que d'autres, les pays émergents souffrent d'un grand déficit informationnel. Ils ont besoin d'information à valeur ajoutée. Les entreprises algériennes peuvent largement profiter de la vision éclairée offerte par l'intelligence économique. Ainsi, elles éviteraient de se lancer dans un partenariat douteux, de céder leurs actifs à un prix trop bas, ou d'être victime d'une campagne de désinformation.

Le colloque « *Gouvernance des Institutions et Intelligence économique* » (14-16 juin 2008) a apporté au débat la dimension éthique et organisationnelle de l'IE. Il a été l'occasion pour les futurs diplômés de l'UFC de travailler,

comme les étudiants du MISTE-ESIEE, sur un projet de manifestation publique, lieu incontournable de développement des réseaux.

## Relation formation/industrie

L'UFC a pu mettre en place cette formation grâce à notre expérience à la direction du MISTE-ESIEE-Paris et à l'appui du service de coopération et d'action culturelle de l'ambassade de France à Alger. Le projet consiste à former des cadres algériens en activité capables d'implanter et de manager des dispositifs d'intelligence économique dans les organisations publiques et privées. Si l'UFC a été choisie par l'Etat pour mener à bien ce programme c'est pour une raison simple : elle joue un rôle déterminant dans le renforcement des compétences des cadres et fonctionnaires. C'est la culture du changement que représente l'IE qui a été recherchée, surtout pour l'importante partie des diplômés issue de la Présidence de la République.

Cette formation nous a permis d'entendre les témoignages des entreprises qui ont tenté de mettre en place des dispositifs de veille et d'IE (Sonatrach, Cévital, Sonelgaz, Naftal, Saïdal, Air

Algérie, Algérie Télécom, et quelques PME-PMI innovantes). Partout l'on a constaté un grand intérêt et de véritables expériences inscrites dans la durée ou alors de toutes premières expériences, mais toujours et partout une très vive curiosité pour la formation, les méthodes, les dispositifs. La demande vers les diplômés a néanmoins été assez prudente. Si prendre un stagiaire ou confier une étude sont des démarches couramment acceptées par les entreprises en France, en Algérie ceci est souvent considéré comme intrusif et nécessite autorisation et délai parfois interminable pour obtenir un rendez-vous ou une proposition de projet. Il est tout de même arrivé que l'interlocuteur professionnel joue le jeu et s'investisse à fonds dans le projet confié au stagiaire.

La mise en place du diplôme de l'UFC et le vécu de la première promotion ont été des expériences passionnantes. Cependant, il apparaît parfois des éléments contradictoires et un regard très critique sur les efforts des autres en Algérie. Nous espérons pourtant que cette nouvelle manière de penser et d'agir qui caractérise l'IE mettra peu de temps pour irriguer les entreprises et l'administration. Tel fut le cas, sans état d'âme, dans d'autres pays. Ici, le poids du secteur public rend possible l'action de sensibilisation entreprise par le MIPI. Compte tenu du besoin global de modernisation que nécessite l'Algérie, cet effort ne sera pas un luxe. Souhaitons-lui de réussir.

■ **Francis Moaty,**

professeur et créateur du MISTE-ESIEE,  
[fmoaty@yahoo.fr](mailto:fmoaty@yahoo.fr)

### Les objectifs de la Direction de l'IE au MIPI pour 2008-2010

#### Grâce à ces premières mesures :

- Promotion des réseaux de l'IE liant enseignement, recherche et industrie ;
- Centre d'analyse et d'expertise de l'information industrielle ;
- Identification des matériels et procédures de sécurisation de l'information ;
- Fonds d'appui à la promotion de l'IE et de la veille technologique.

#### La DGIEEP a mené ou espère mener à bien les missions suivantes :

- Dispositif d'IE public pouvant agir sur l'environnement des entreprises ;
- Banque de données des : économie, industrie, technologies et marchés ;
- Réseau d'échanges des services chargés d'informer ces domaines ;
- Analyse de l'impact sciences et technologie sur l'industrie ;
- Proposer tout moyen pour améliorer croissance et efficacité industrielles ;
- Veille technologique sur les marchés industriels et internationaux ;
- Formation des cadres de la DGIEEP et d'autres organismes publics/privés ;
- Séminaires de sensibilisation des entreprises à la démarche d'IE ;
- Ateliers sur l'apport de l'agro-industrie à la sécurité alimentaire ;
- Recensement des entreprises industrielles ;
- Participation à des colloques.

#### Notes :

1. Francis Moaty, professeur et consultant, directeur du Mastère Spécialisé en IE de l'ESIEE-CCIP, a créé, avec l'aide de la coopération française et à l'Université de la Formation Continue d'Alger, le premier diplôme universitaire de 3<sup>e</sup> cycle algérien en IE.
2. Voir encadré